

# **CONTRE CETTE GESTION DE CRISE ET L'AUSTÉRITÉ** **POUR UN PLAN D'URGENCE DE L'ÉDUCATION ET DE** **VÉRITABLES RECRUTEMENTS PÉRENNES** **MANIFESTATION DÉPARTEMENTALE** **INTERPROFESSIONNELLE AUX** **FLAMBEAUX, MARDI 15 DÉC. À 18H30**



L'année 2020 fut marquée, et ce n'est pas terminé, par la COVID 19 et toutes les conséquences sanitaires et sociales qui en découlent. Dans beaucoup de cas, la COVID 19 n'est qu'un prétexte pour des destructions d'emplois et une augmentation de la précarité, déjà à l'ordre du jour.

La CGT-Educ'Action ne cesse de dénoncer les conséquences de ces choix politiques. Ainsi, par la loi dite de « modernisation de la Fonction publique », le gouvernement affiche sa volonté de casse totale de la Fonction publique, en réduisant drastiquement les effectifs et en développant le recours massif aux emplois non-titulaires. Cette précarisation accrue va aggraver la dégradation du service public.

Dans l'Éducation nationale, tous les corps sont désormais touchés par la précarité : enseignant·e-s, personnels de vie scolaire, AESH, personnels administratifs, infirmier·e-s... Ces personnels sont trop souvent malmenés et peu considérés, touchés par le « mal-droit » qui est synonyme d'angoisse au moment de leur réemploi ou pendant leur travail. Cette année, à nouveau, de nombreux·ses non-titulaires se sont retrouvé·e-s dans des situations d'urgence sociale, sans emploi ou avec des temps de service incomplets. Pire encore, l'Éducation Nationale ne respecte pas leurs droits : des collègues qui n'ont pas été embauché·e-s en septembre n'ont toujours pas leur attestation de fin de droits. Les services de Vie scolaire ont été en grève le 1er décembre car ils sont pressurés par une tension permanente dans les établissements depuis le début de la crise sanitaire, et par la grande précarité de leur situation : CDD renouvelable au maximum 5 fois, rémunération insuffisante. Les équipes sont au bord de l'épuisement.

Le manque de personnels d'éducation aboutit aujourd'hui à une situation critique sur le département.



Les jours de classe perdus pour cause d'absences non remplacées se comptent par milliers depuis la rentrée. Les classes surchargées favorisent la propagation du virus et interdisent toute possibilité de rattrapage des conséquences du confinement pour les élèves.

Face à cette situation, une note de service académique propose, pour pallier le manque d'enseignant-e-s, que des AED supplémentaires soient embauché-e-s dans les collèges et lycées. Des personnels ultra-précaires non formés seraient recrutés pour les écoles. Dans les deux cas, les contrats se termineraient le 13 février. Ces annonces ne permettront pas d'améliorer la situation. Que se passera-t-il après février ?

La CGT-Educ'Action estime que la situation exige le recrutement en urgence de centaines de postes sur le département pour assurer les remplacements et alléger les effectifs tout en maintenant la totalité des heures d'enseignement dues aux élèves :

- en faisant appel immédiatement aux 104 collègues reçus sur la liste complémentaire du concours 2020 prof des écoles
- comme premier pas vers un véritable plan de titularisation, le réemploi immédiat, et sur des contrats d'un an, de tous les collègues contractuel-le-s en CDD. Ces contrats d'un an doivent rester le minima pour l'embauche de tous les personnels de l'Éducation.

À moyen terme, il faut que la dotation allouée par le Ministère pour l'année prochaine prenne en compte la nécessité d'un vrai plan d'urgence permettant de répondre aux besoins de remplacement criants depuis bien longtemps, de baisser les effectifs dans toutes les classes.

Qu'on ne nous dise pas que notre pays n'en a pas les moyens. Le gouvernement n'aura, à aucun moment, saisi l'opportunité de changer de politique, alors que la crise sanitaire a montré combien les dernières réformes et mesures gouvernementales étaient nocives pour y faire face.

Au contraire, avec 570 milliards depuis cet été, il a continué à donner, sans réserve et sans aucun contrôle ni contreparties, des aides aux entreprises. 10 milliards de nouveaux cadeaux fiscaux au titre de la baisse des impôts dits de production, alors qu'une étude parue ce mois-ci rappelle que ce cadeau bénéficiera d'abord aux entreprises qui subissent le moins l'impact de la crise sanitaire !

La CGT entend poursuivre la nécessaire mobilisation pour l'emploi statutaire et de qualité, pour des services publics à même de répondre aux besoins de la population, pour des conditions de vie et de travail non dégradées et décentes. Cette bataille pour l'emploi et contre toutes les formes de précarité, c'est celle de toute la CGT, dans le public comme dans le privé.

C'est pourquoi la CGT-Educ'Action 94 appelle les personnels à participer à la

**manifestation départementale interprofessionnelle aux flambeaux,  
mardi 15 décembre à 18h30 !**

**Départ devant l'Hôpital A. Chenevier à Créteil jusqu'à la Préfecture**

**Prendre contact avec la CGT Educ'Action 94**

NOM : .....

Prénom : .....

Téléphone : .....

Mél : .....

Adresse : .....

Profession : ..... Lieu d'exercice : .....